



## Arrêt

**n° 290 314 du 15 juin 2023**  
**dans l'affaire X / X**

**En cause : X**

**ayant élu domicile : au cabinet de Maître V.SEDZIEJEWSKI**  
**Rue de l'Aurore 10**  
**1000 BRUXELLES**

**contre :**

**la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT DE LA X<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 14 octobre 2022 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision de la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides, prise le 27 septembre 2022.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « *loi du 15 décembre 1980* »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2022 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

Vu l'ordonnance du 7 mars 2023 convoquant les parties à l'audience du 25 avril 2023.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, président de chambre.

Entendu, en ses observations, la partie requérante assistée par Me C. ROZADA *loco* Me V. SEDZIEJEWSKI, avocat.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

1. Le Conseil constate l'absence de la partie défenderesse à l'audience. Dans un courrier du 27 mars 2023 (v. dossier de la procédure, pièce n° 9 de l'inventaire), celle-ci a averti le Conseil de cette absence en expliquant en substance que dans le cadre de la présente procédure mue sur la base de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980, « *Si la partie requérante a demandé à être entendue, je considère pour ma part ne pas avoir de remarques à formuler oralement.* »

En l'espèce, l'article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« *Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience.* »

*Lorsque la partie requérante ne comparaît pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours. [...] ».*

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens : C.E., arrêt n° 212.095 du 17 mars 2011). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bien-fondé même de la demande de protection internationale de la partie requérante. Il ne saurait pas davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que comme tel, le refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience ne peut être sanctionné par le Conseil, auquel il incombe de se prononcer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale de la partie requérante, en se basant à cet effet sur tous les éléments du dossier communiqués par les parties.

Il n'en demeure pas moins que l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, quand bien même elle n'aurait pas elle-même demandé à être entendue, audience au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à fournir au Conseil des éclaircissements rendus nécessaires par la tournure des débats. Le Conseil rappelle également que suite à la demande d'être entendu formulée par la partie requérante, il est amené à statuer sur le recours en ayant égard à l'ensemble des éléments exposés par les parties, sans être tenu par les motifs de l'ordonnance prise sur la base de l'article 39/73 précité.

2. Le recours est dirigé contre une décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* » prise par la partie défenderesse.

3. Dans sa demande de protection internationale, la partie requérante expose en substance les faits tels qu'ils sont résumés au point A de la décision attaquée et qu'elle confirme dans sa requête :

*« Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne, d'origine ethnique peule et de religion musulmane. Vous résidez à Conakry.*

*Vous et votre mari tenez un bar/café avec un écran.*

*Un jour, des jeunes malinkés demandent à votre mari l'autorisation de pouvoir organiser une réunion politique dans ce café. Mais celui-ci refuse car il ne veut pas avoir de lien avec les partis politiques.*

*Suite à cela, en octobre 2018, alors que votre mari est en voyage pour un enterrement, des jeunes malinkés déclenchent une bagarre avec des peuls dans votre café. Un jeune malinké est blessé à coup de couteau. Il est transporté à l'hôpital et décède deux jours après.*

*Suite à cela, les jeunes viennent vandaliser le café et votre maison. Et, la famille du jeune décédé menace de vous tuer. Votre mari va se réfugier dans sa famille à Sangoya. Vous, vous vous réfugiez chez un ami de votre grand frère. Néanmoins, la maison étant petite, il vous installe dans une maison en construction.*

*Un soir, en novembre 2018, il vient vous chercher et vous amène à l'aéroport. Là, vous prenez un avion à destination de Rabat avec votre passeport. Quelqu'un vous attend à l'aéroport et vous accueille chez lui. Après deux semaines, celui-ci vous demande d'avoir des rapports sexuels, ce que vous refusez sous prétexte que vous avez vos règles. Mais vous voyant priant quelques heures après, il comprend que vous lui avez menti et il vous jette dehors. Dans la rue, vous rencontrez un guinéen avec qui vous partez à Nador où vous prenez un bateau à destination de l'Espagne. Vous restez 4 mois en Espagne. Et le 08 juin 2019, vous quittez l'Espagne à destination de la Belgique où vous arrivez le 10 juin 2019. Vous introduisez une demande de protection le lendemain.*

*En Belgique, vous rencontrez un homme avec qui vous entamez une relation. Le 03 août 2020, vous donnez naissance à un garçon. Vous l'annoncez à votre mère, qui ne peut s'empêcher de le dire à votre grand-frère et à votre père. Celui-ci, extrêmement en colère, répudie votre mère et menace de vous tuer. Votre mari, de son côté, officialise votre séparation.*

*A l'appui de votre demande, vous fournissez une attestation psychologique, un certificat de lésion et un certificat d'excision ».*

4. Dans sa décision, la partie défenderesse constate que les propos sommaires de la requérante et le peu d'intérêt porté à sa situation ne permettent pas de considérer sa crainte liée au jeune tué dans son café – tant envers ses autorités nationales que vis-à-vis de la famille de ce jeune – comme fondée. Elle souligne également le peu d'empressement mis par la requérante à introduire une demande de protection internationale. Elle reconnaît ensuite certaines conséquences négatives et difficiles suite à la naissance en Belgique du fils de la requérante en dehors des liens du mariage mais elle soutient qu'il ne peut être considéré comme crédible le fait qu'elle soit tuée pour ce motif. Elle propose ensuite une analyse des documents figurant au dossier administratif.

5. Dans sa requête, s'agissant de l'octroi du statut de réfugié, la partie requérante invoque un moyen unique *« pris de la violation de :*

- *l'article 48/3, 48/5 et 48/7 et 62 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;*
- *de l'article 1 A (2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 concernant le statut des réfugiés, approuvée par la loi du 26.06.1953, de l'article 1 (2) du Protocole du 31.01.1967 concernant le statut des réfugiés, approuvée par la loi du 27.02.1967 ;*
- *de l'article 8 de la directive 2005/85/CE du Conseil du 1<sup>er</sup> décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres ;*
- *des articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;*
- *des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs, de l'obligation de motivation matérielle ».*

S'agissant de l'octroi du statut de protection subsidiaire, la partie requérante invoque un moyen unique *« pris de la violation :*

- *des articles 48/4, 48/5 et 48/7 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée ;*
- *des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;*
- *des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs ».*

6. Pour sa part, après analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil estime qu'il ne détient pas en l'espèce tous les éléments lui permettant de statuer en toute connaissance de cause et ce en raison de carences de l'instruction de l'affaire par la partie défenderesse.

6.1. Ainsi, à propos des documents figurant au dossier administratif, la partie défenderesse fait valoir ce qui suit :

*« Quant aux documents que vous fournissez, le certificat d'excision daté du 17 juin 2020, atteste que vous avez subi une excision de type 2. Ceci n'est pas remis en cause et vous n'invoquez aucune crainte par rapport à cela. Le certificat de lésion daté du 04 février 2021 mentionne deux cicatrices. Cependant, il ne précise pas les circonstances ou les causes des blessures dont vous avez été victime et aucun lien n'est fait avec vos propos. Dès lors, ces documents ne permettent pas de renverser l'analyse développée ci-dessus.*

*Quant à l'attestation psychologique datée du 18 octobre 2021, il y est signalé que vous avez entamé un suivi depuis février 2021, que vous présentez des symptômes de stress post traumatique et un état d'anxiété, d'épuisement. Il y est indiqué que vous ressentez de la honte suite à la naissance de votre enfant né hors mariage. Cette attestation lie clairement vos troubles à la naissance de votre enfant. Concernant cette attestation, il n'appartient pas au Commissariat général de mettre en cause l'expertise médicale ou psychologique qui constate le traumatisme ou les séquelles d'un patient. Néanmoins, l'origine de ceux-ci reste ignorée et ils ne peuvent attester de vos craintes qui n'ont pas été considérées comme crédibles. La psychologue mentionne votre difficulté à vous exprimer. Rappelons que cela a été pris en compte durant l'entretien.*

*A aucun moment, vous n'avez mentionné avoir eu des difficultés pour vous exprimer durant l'entretien. Votre conseil n'a pas non plus fait de remarque dans ce sens (note de l'entretien p.23) ».*

Pour sa part, le Conseil relève que lors de l'entretien personnel organisé par les services de la partie défenderesse, la requérante fait savoir qu'elle n'a pas de document à déposer en réponse à une question posée par l'officier de protection à cet égard (v. dossier administratif, « *Notes de l'entretien personnel* » du 18.01.2022, pièce n° 8, p. 10). Or, le Conseil constate que l'inventaire de la farde intitulée « *Documenten (...) / Documents (...)* » indique que trois documents ont été remis par la requérante : une attestation de suivi psychologique en date du 19 octobre 2021, un certificat médical et un certificat médical / constat de coups et de lésions en date du 11 octobre 2021 (v. dossier administratif, pièce n° 27/1 à 3). Il ressort cependant de la lecture des notes de cet entretien qu'aucune question n'a été posée à la requérante quant à leur contenu. Le Conseil rejoint dès lors la critique formulée par la partie requérante et déplore ce manque d'instruction de la partie défenderesse (v. requête, p. 12).

6.2. S'agissant de la crainte de la requérante liée au décès d'un jeune malinké dans son café, le Conseil ne peut retenir le motif de la décision attaquée qui reproche à la requérante d'évoquer dans un premier temps une plainte portée contre elle par la famille de ce jeune avant de corriger en mentionnant une convocation. Le Conseil ne peut exclure une confusion de la part de la requérante en raison de son niveau d'instruction et son impossibilité à différencier les mots « plainte » et « convocation » comme le souligne la requête (v. p. 11).

6.3. La partie défenderesse constate également que la requérante attend quatre mois après son arrivée en Europe avant d'introduire une demande de protection internationale et lui reproche ainsi son peu d'empressement à introduire sa demande de protection. A nouveau, le Conseil rejoint la partie requérante qui constate que la partie défenderesse n'a pas interrogé la requérante à cet égard lors de l'entretien personnel du 18 janvier 2022 (v. requête, pp. 11-12).

6.4. La partie défenderesse considère également, sans remettre en cause certaines conséquences négatives et difficiles de la naissance d'un enfant hors des liens du mariage en Belgique, qu'il n'est pas crédible que la requérante soit tuée pour ce motif. A cet égard, elle soutient que certains éléments des déclarations de la requérante ne correspondent pas à un « *milieu particulièrement traditionnaliste* ». A l'instar de la partie requérante, le Conseil relève des notes de l'entretien personnel du 18 janvier 2022 qu'aucune question n'a été posée à la requérante à ce sujet (v. requête, p. 8). Le Conseil ne peut dès lors suivre l'analyse proposée par la partie défenderesse. Le Conseil observe également que la partie défenderesse ne précise nullement les conséquences éventuelles de cette naissance.

7. En conclusion, après examen des pièces de la procédure et du dossier administratif, il apparaît qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

Toutefois, le Conseil n'a pas compétence pour procéder lui-même à cette instruction (articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 et exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'État et créant le Conseil du Contentieux des Etrangers, exposé des motifs, Doc.parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, pages 95 et 96). Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points qui découlent du présent arrêt, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits.

8. En conclusion, conformément aux articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, §2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée afin que le Commissaire général procède aux mesures d'instruction précitées, afin de répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La décision rendue le 27 septembre 2022 par la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

**Article 2**

L'affaire est renvoyée à la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quinze juin deux mille vingt-trois par :

M. G. de GUCHTENEERE,

président de chambre,

M. P. MATTA,

greffier.

Le greffier,

Le président,

P. MATTA

G. de GUCHTENEERE